

# IL ETAIT UNE FOIS YALTA...

FRANCIS SITEL

**L**A révolution polonaise s'est développée avec une telle puissance que l'équilibre mondial s'en trouvait ébranlé. Mais c'est seulement au moment où la bureaucratie semble lui avoir porté un coup d'arrêt que l'onde de choc en devient visible. Le paradoxe n'est qu'apparent. Tant que, selon des formes si nouvelles qu'elles déroutaient les pronostics, la dynamique se poursuivait sans que rien ne semblait en mesure de l'arrêter, bourgeois et bureaucrates entretenaient un silence assez total sur l'exacte signification des événements en cours.

Le « lâche soulagement » que leur procure la normalisation de la situation permet le déliement des esprits et des langues. Et chacun d'y aller de son couplet concernant « l'ordre du monde né de Yalta » qui se serait trouvé menacé. Pour s'en réjouir ou le déplorer. Sorte d'hommage du vice à la vertu, car, dire que Yalta était en cause, c'est implicitement reconnaître que les 18 mois de l'expérience polonaise avaient accumulé une charge explosive capable de faire sauter le vieux monde.

Mais, dans tous les discours qui fleurissent sur Yalta, on ne trouve guère, de quelque côté qu'on se tourne, au-delà de l'aveu retardé de cette grande peur, que d'étranges contes de fées.

## Yalta or not Yalta ?

A croire que, sous prétexte que nous ne sommes pas sortis de « l'ère de Yalta », tout débat sur cette question ne peut être que sciemment faussé.

Le premier faux débat, celui qui occupe pour une grande part les colonnes de la presse bourgeoise, por-

te sur le fait de savoir s'il y a effectivement eu « partage du monde » à Yalta. Vieille querelle d'école qui consiste à savoir si c'est à tort ou à raison que l'URSS peut se revendiquer des accords signés à la fin de la dernière guerre pour justifier la domination qu'elle exerce sur les pays qu'elle a satellisés en Europe de l'Est. Le seul argument dont usent les spécialistes de ce débat consiste à s'appuyer sur la lettre des accords de Téhéran, Yalta et Postdam pour conclure par la négative. En effet, ces accords prévoyaient des élections libres qui n'ont jamais pu se dérouler. Donc ces accords, respectueux de la liberté des peuples et de leur souveraineté, du moins voulus tels par les Occidentaux, auraient purement et simplement été violés. Et ce, du seul fait de la politique cynique et brutale de Staline qui n'aurait paraphé ces accords que pour mieux tromper les Occidentaux et imposer son pouvoir arbitraire sur ces pays.

En entretenant la légende d'honnêtes accords politiques conçus sur le modèle des traités entre grandes puissances tels qu'ils se sont faits et défaits au cours des siècles au gré des rapports de forces et des humeurs, on peut tenter de rafraîchir des chromos singulièrement poussiéreux, on ne peut en rien rendre compte de la réalité du monde contemporain.

Un peu d'objectivité historique contraint les commentateurs plus sérieux à écarter cette légende. La « conférence de Yalta », au cours de laquelle les alliés auraient contresigné d'une même plume un accord politique global, respectueux du « droit international », n'a jamais existé.

André Fontaine écrit, dans son *Histoire de la guerre froide* : « Loin en effet d'avoir abouti, comme le veut une légende tenace, à une entente des trois grands sur le partage de l'Europe, la conférence de Yalta fut marquée par

### Editorial du « Times » (janvier 1945)

« Ce que veut la Russie sur sa frontière occidentale, c'est sa sécurité. La Grande-Bretagne s'est traditionnellement opposée à toute intervention des grandes puissances aux Pays-Bas ou dans la zone de Suez et les Etats-Unis ont fait de même en Amérique Centrale — régions que ces deux puissances se sont adjudgées comme vitales pour leur sécurité. Il serait donc incongru de demander aujourd'hui à la Russie de renoncer à un droit de sécurité tout à fait semblable, et il serait stupide et un peu hypocrite de voir dans l'application de ce droit un symptôme d'une politique d'agression. Aucun pays n'a plus de raison d'applaudir ce nouveau rôle en Europe de la Russie que son partenaire du traité de mai 1942. »

Cité par André Fontaine  
(« Histoire de la guerre froide », TI)

*une tentative des Occidentaux pour remettre en cause le partage que dessinait sur le terrain l'avance des troupes soviétiques et qu'avait entériné, à l'avance, sur le papier, l'accord Staline-Churchill. »*

Ce qui est vrai, c'est qu'avec une conscience assez claire de l'antagonisme irréductible existant entre l'Occident capitaliste et l'URSS, les « Trois » (Etats-Unis, Grande-Bretagne et URSS) se sont efforcés d'établir un compromis entre leurs intérêts, afin de s'accorder sur un ordre possible à établir dans le chaos résultant de la guerre.

Ce compromis a été progressivement défini à travers une série de « rencontres » importantes, dont la moindre ne fut pas l'entretien Staline-Churchill du 9 octobre 1944. Ainsi furent dessinées les grandes lignes du « partage du monde » qui allait effectivement être, de part et d'autre, respecté.

Certes, la politique de Staline était cynique et brutale. Mais, sur ce terrain, ses partenaires, à commencer par Churchill, n'avaient rien à lui envier. Ils commencèrent par « rétablir l'ordre » dans les colonies. L'Impérialisme français, pour sa part, s'illustra dès la fin de la guerre par des massacres perpétrés en Indochine, à Madagascar, à Constantine. L'assurance qui est celle du Kremlin lorsqu'elle fait régner son ordre sur les pays du glacie, sans être en quoi que ce soit dérangé par les Occidentaux, témoigne du fait que le compromis établi alors reste globalement valable.

Non pas en fonction de ces chiffres de papier que sont les traités internationaux, mais de quelque chose qui est, en soi, cynique et brutal : les rapports de forces établis entre les Etats-Unis, chef de file de l'impérialisme, et l'URSS, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Et c'est bien pourquoi les arguties sur les « violations des accords de Yalta » ne peuvent troubler que les ignorants et les naïfs. Le compromis de Yalta n'a pas à être fondé en droit, tant que, d'un commun accord, il reste justifiable de ce même rapport de forces. C'est ce qu'il est convenu d'appeler le statu quo international.

Etant entendu que, en la matière, toute la difficulté est d'apprécier ce qu'est précisément le rapport de forces à un moment donné en fonction des modifications incessantes qui se produisent. La remarque d'André Fontaine renvoie au fait que des modifications, et les conséquences qu'elles entraînent, sont apparues très tôt. Le rapport de forces n'était déjà plus

exactement le même le 4 février 1945, à l'ouverture de la conférence de Yalta, que lors de la visite de Churchill à Moscou ou lors de la conférence de Téhéran fin 1943. Et il ne sera plus exactement le même lors de la conférence de Postdam, le 17 juillet 1945, au lendemain de l'essai réussi de la première bombe atomique. D'où la complexité et le caractère conflictuel des multiples négociations entre alliés au cours de cette période. Sans parler de ce qui s'est passé au cours des 35 dernières années !

Mais, à travers ces ajustements continuels et ces conflits permanents, ce qui est maintenu c'est, de la part de l'impérialisme, l'acceptation du fait que les rapports de forces globaux obligent à reconnaître l'URSS comme grande puissance avec laquelle il faut traiter. Ce qui signifie, en particulier, lui reconnaître le droit d'exercer son hégémonie sur un certain nombre de pays, qui vont constituer sa « sphère d'influence » ; même si cela signifie l'assimilation de ces pays au système social soviétique et, par là, leur sortie du marché mondial capitaliste. Quitte à ce que cette évolution des choses précipite une politique déjà engagée : celle de la « guerre froide ».

Malgré cette situation de tensions approfondies, l'engagement de l'impérialisme à ne pas intervenir pour modifier l'état de fait ainsi créé s'est trouvé confirmé à de multiples reprises. Chaque fois que le Kremlin a été amené à rétablir l'ordre de Berlin à Varsovie, à Budapest, à Prague. Et en Pologne à nouveau aujourd'hui.

Engagement respecté et payé de retour ! Le Kremlin se gardant bien, de son côté, de créer quelque difficulté que ce soit aux puissances occidentales dans leurs propres sphères d'influence. Ainsi, les engagements pris de part et d'autre à la fin de la guerre, ainsi les confirmations que sont venus apporter tous les grands événements mondiaux depuis, témoignent dans le même sens. Ce que, symboliquement, on appelle le « partage de Yalta » représente un compromis entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique concernant la commune acceptation d'un rapport de forces mondial entre les « deux camps » et, sur cette base, la définition des « sphères d'influence » mutuelles.

Evidence qui n'empêche pas les incessantes remises en question de ce « compromis » de la part des porte-parole de l'impérialisme et les discours interminables tendant à faire croire que la coupure de l'Europe se-



## Churchill-Staline, le 9 octobre 1944

« Le moment était favorable pour agir. C'est pourquoi je déclarai : "Réglons nos affaires avec les Balkans." Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Evitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la G.-B. et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous, et de l'égalité 50/50, en Yougoslavie ? Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une demi-feuille de papier :

ROUMANIE : Russie 90 %, les autres 10 %

GRECE : Grande-Bretagne (en accord avec les Etats-Unis) 90 %, Russie 10 %

YUGOSLAVIE : 50/50 %

HONGRIE : 50/50 %

BULGARIE : Russie 75 %, les autres 25 %

« Je poussai le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis, il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en matière d'approbation, et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire. (...) Il y eut ensuite un long silence. Le papier, rayé de bleu, demeurait au centre de la table. Je dis finalement : " Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépendent le sort de millions d'êtres d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier. " — Non, gardez-le », dit Staline. »

Churchill « Mémoires », T. 6, vol. 1)

(1) Déclaration à Europe 1. cf. « le Monde », 15/12/1981

rait le produit de la seule volonté de l'URSS qui, procédant par coups de force, aurait imposé sa domination sur les pays de l'Est. L'Occident étant seulement coupable, non d'être partie prenante du compromis lui-même, même de faiblesse, d'une incapacité à faire face à « l'expansionnisme soviétique ». Et, corollaire obligé, de s'opposer à son « agent intérieur » : le communisme !

Il serait imprudent de ne considérer ceux qui tiennent ces discours que comme les nostalgiques d'un passé révolu. Leur fonction, au regard des intérêts impérialistes, est autre : il s'agit, pour eux, d'éclairer un avenir espéré. Celui qui verrait naître les conditions rendant possible une modification radicale en faveur de l'impérialisme du statu quo établi sur la base des rapports de forces nés de la dernière guerre. Du point de vue des intérêts vitaux du capitalisme, il n'est pas possible d'accepter comme définitive et irréversible l'amputation de son marché mondial que représente l'existence d'un groupe d'Etats ouvriers. Contraint de faire de nécessité vertu — et d'accepter, en fonction de son propre affaiblissement, la coexistence pacifique —, l'impérialisme n'a de cesse de travailler à renverser un tel « cours des choses ». Non seulement en s'organisant pour tenter de stopper le processus de rétraction de son marché mondial, mais aussi en se préparant, ne serait-ce que sous la forme d'une guerre idéologique permanente, à l'inverser. En réinstallant le capitalisme dans ces pays qui lui ont échappé. Y compris par la guerre, lorsqu'il jugera que les conditions seront réunies pour engager une telle offensive.

Ce que se refusent à comprendre ceux qui, tout en reconnaissant l'existence du compromis de Yalta, l'analysent comme étant un accord entre « super-puissances » qui, malgré ses conséquences négatives pour les autres nations, a le mérite incomparable de garantir la paix mondiale.

## Au nom de la paix ?

Cette position est celle qui, grosso modo, est défendue, avec des nuances selon les partis et selon les courants, par la social-démocratie. Mais, plus largement, c'est elle qui fonde la « sainte alliance » des « non-interventionnistes » dans les « affaires intérieures » du « camp socialiste ».

La Pologne vient de montrer une nouvelle fois que cette alliance est sans rivages puisque se retrouvent en son sein, outre Cheysson et le gouvernement dont il est le ministre des Affaires étrangères, Helmut Schmidt, Jean-Paul II, et même, pour d'autres raisons, Marchais et Krasucki. Tous auraient pu dire, avec l'ineffable Cheysson : « *Nous notons que c'est une affaire interne polonaise. Nous désirons beaucoup que les affaires polonaises soient traitées entre Polonais* (1). »

Mais, ce qui donne son assise à l'assemblage hétéroclite des croisés de la « non-ingérence » c'est une analyse qui, sans être partagée par tous les protagonistes de l'immobilisme, fonde en doctrine cette politique. C'est celle qui défend la social-démocratie.

Celle-ci consiste, sur la base des apparences, à interpréter le compromis de Yalta comme un accord entre les deux grandes puissances mondiales que sont les Etats-Unis et l'URSS. Grandes puissances qui ont leurs défauts : des inclinations impérialistes pour les Etats-Unis, une nature totalitaire pour l'URSS. Et chacun de doser comme il l'entend les critiques qu'il convient d'adresser dans l'une et l'autre direction. F.Mitterrand et le Parti socialiste français ne ménagent pas les leurs en ce qui concerne la politique américaine en Amérique centrale. D'autres sont plus discrets. H. Schmidt, on le sait, n'est pas partisan de prendre des sanctions économiques contre l'URSS. D'autres sont plus vindicatifs. Et Mitterrand maintient que l'on peut gouverner avec des ministres communistes, ce que ne sont pas prêts de concéder d'autres partis socialistes, voire certains socialistes français. Cela dit — faut-il le préciser ? — ces différences s'inscrivent dans un cadre commun qui est qu'entre les « excès » de l'impérialisme américain et le totalitarisme de l'URSS, on choisit le « camp de la liberté », c'est-à-dire l'Ouest contre l'Est...

Ce qui ne va pas sans implications concrètes, puisque cela veut dire que, face au Pacte de Varsovie, on est membre fidèle de l'Alliance atlantique et que, contre le danger communiste, on préfère rester dans le giron capitaliste. Quitte à déplorer que « l'ère de Yalta », dans laquelle, quels que soient nos vœux d'en sortir, nous sommes toujours, contraigne à des choix si tranchés ! Car, tant que le monde se réduit à un face-à-face entre les « deux blocs », force est bien de se situer dans l'un des deux. En bénissant Churchill, Roosevelt et de

Gaulle d'avoir permis que celui dans lequel on se retrouve soit précisément celui dit du « monde libre ». Il ne reste plus qu'à se satisfaire de pouvoir, petitement, affirmer ses propres spécificités au sein du bloc. En attendant un avenir meilleur...

Car ce qui justifie ce carcan, censé contraindre les travailleurs français à être les soldats de l'Alliance atlantique et les travailleurs polonais à subir les diktats du Kremlin, c'est que la préservation de la paix mondiale serait à ce prix.

Ce qu'a exprimé très clairement J.-P. Chevènement à l'occasion des événements polonais : *« Nous devons poser nos mots, en sachant ce qui est en jeu. C'est un certain équilibre du monde que nous avons toujours refusé. Sommes-nous prêts à payer au prix d'une guerre mondiale la transformation de cet équilibre ? Ou faut-il faire intervenir la dimension du temps ? La protestation de la conscience est une chose, mais quant au langage qu'on peut tenir, il faut savoir ce qu'on dit et où on va. (2) »*

Si la paix mondiale est à ce prix, qui n'accepterait que Jean-Pierre Chevènement impose le silence à la protestation de sa conscience ? Et, à lire la presse, on découvre qu'ils sont kyrielle, ceux qui, à gauche, répriment leur élan et souffrent en un bruyant silence !

Mais combien plus convaincants ils seraient s'ils daignaient expliquer en quoi et à quel moment la paix mondiale s'est trouvée mise en question.

Car, que l'on sache, la direction de Solidarnosc, bien consciente des données internationales qui pèsent sur la Pologne, a toujours affirmé sa volonté de ne pas mettre en question l'appartenance de la Pologne au Pacte de Varsovie. Il ne semble donc pas que l'opposition du Kremlin au processus polonais ait eu pour motivation première la crainte d'un affaiblissement du camp socialiste face à l'Occident.

Un Occident qui, au demeurant, a toujours associé la menace permanente contre l'URSS, à travers son effort de surarmement, avec une totale absence de soutien au processus qui se développait en Pologne. Après la Hongrie et la Tchécoslovaquie, un seul Polonais pouvait-il entretenir la moindre illusion sur une possible « aide » américaine en cas d'intervention soviétique ? Quant aux mesures de rétorsion prises par les Etats-Unis contre l'URSS, elles n'interviennent pas à n'importe quel moment ; elles sont mises en place après que l'état de

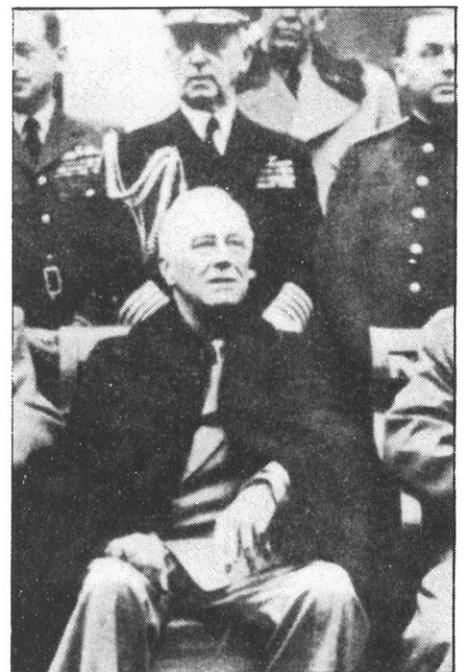
guerre ait été décrété, alors que la normalisation est en cours : il s'agit de « sanctionner » ce qui est accompli et surtout de prévenir ce qui se préparerait.

En l'occurrence, le maintien de la paix, si tant est que celle-ci ait été menacée, tient plus au fait que l'impérialisme ne considère en aucune façon une prétendue garantie donnée par le respect des accords de Yalta. Soyons sûrs que si, un jour donné, l'impérialisme intervenait dans le glacis soviétique, ce ne serait pas pour soutenir le peuple polonais, tchécoslovaque ou autre, mais bien pour s'attaquer à l'URSS, restaurer le capitalisme dans ces pays ; la « défense de la liberté des peuples » pouvant alors constituer un prétexte possible, ce qui n'obligerait personne à prendre l'alibi pour la raison vraie.

En fait, aussi bien les analyses qui considèrent que les accords de Yalta n'ont pas été respectés par l'URSS et sont, de ce fait, caducs, que celles qui expliquent que ces accords sont toujours une réalité incontournable, bien qu'opposées, ont ceci de commun qu'elles escamotent la nature même du compromis de Yalta.

S'arrêtant à la surface des choses, elles réduisent ces accords à une espèce de traité international de partage du monde. Ce qui renvoie bien à une réalité, à laquelle ont pu se laisser prendre un certain temps Staline et Roosevelt eux-mêmes, qui est celle du marchandage cynique auquel se sont livrés les « trois grands » sur le dos des peuples. Mais s'arrêter là, c'est ne pas rendre compte du paradoxe qui est au cœur même de Yalta : le fait que l'URSS s'y soit comportée comme n'importe quelle grande puissance impérialiste et ait pu être traitée comme telle par ses partenaires occidentaux. C'est ce qui a permis ce grand marchandage qui, avec ses développements ultérieurs, la « guerre froide », l'assimilation structurelle des pays de l'Est... a façonné le monde tel qu'il est aujourd'hui.

Or, seule la prise en compte de ce fait, qui a permis que le compromis se réalise, malgré l'antagonisme fondamental de systèmes sociaux irréconciliables, peut permettre d'appréhender la nature même de ces accords. Elle permet, en effet, de comprendre que ce qui constitue le ciment de Yalta, ce n'est certes pas la volonté de préserver la paix, mais un intérêt mutuel au-delà des antagonismes de systèmes sociaux opposés. Cet intérêt commun étant de faire obstacle à la révolution.



(2) cf. « le Monde », 25/12/1981

## Des accords tournés contre la révolution

En 1945, pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, l'impérieux besoin de s'appuyer sur l'URSS pour contrebalancer la puissance militaire de l'Allemagne nazie ne s'épuise pas avec la défaite de celle-ci: Non seulement les Alliés occidentaux feront pression sur Moscou pour que l'URSS s'implique dans la guerre avec le Japon, mais surtout, et plus fondamentalement, ils estiment, à juste titre, qu'ils ne pourront pas, avec leurs seules forces, imposer leur ordre au monde né de la guerre et faire barrage à la révolution montante.

C'est pourquoi le problème de Yalta n'est pas seulement celui d'un partage des dépouilles entre vainqueurs. Ce fut un aspect important, par rapport auquel l'avancée des armées constituait un atout déterminant, mais qui ne fut pris en compte qu'en fonction d'une préoccupation beaucoup plus fondamentale: celle de savoir quelles seraient les transformations sociales opérées dans le cadre des bouleversements de la fin de la guerre, et avec quelle force le mouvement de résistance au fascisme se transformerait en poussée révolutionnaire.

La réponse était aveuglante dans le cas de la Yougoslavie et de la Grèce où la guerre de résistance était une guerre révolutionnaire. Mais la question se posait pour l'Italie et la France, pour les pays de l'Est, pour l'Allemagne elle-même. En un mot: pour toute l'Europe, qui pouvait voir déferler une nouvelle vague révolutionnaire qui, à la mesure des affrontements qui venaient d'avoir lieu et des souffrances endurées, pouvait submerger le vieux continent et le faire basculer.

Or, les dirigeants impérialistes avaient depuis longtemps compris que la bureaucratie du Kremlin n'était pas prête, elle non plus, à laisser se développer ces révolutions qui, laissés à leur propre dynamique, ne pouvaient que déstabiliser son propre pouvoir en URSS même.

Dans la logique contre-révolutionnaire du « socialisme dans un seul pays », qui avait déjà donné des preuves éclatantes de sa redoutable efficacité contre-révolutionnaire avec la politique des fronts populaires en Espagne et en France en 1936, le

Kremlin était évidemment prêt à se comporter en allié, conflictuel, mais sûr, des puissances impérialistes pour faire face à cette vague révolutionnaire. Staline n'avait-il pas prononcé la dissolution officielle de la III<sup>e</sup> Internationale dès 1943 ?

Staline, auréolé aux yeux du prolétariat international du prestige de l'URSS victorieuse du nazisme, était, pour l'impérialisme, un allié puissant et... indispensable! Ce qui méritait compensations.

Toutes les savantes exégèses des accords « officiels » de Yalta ne sauraient escamoter que, de part et d'autre, tout fut organisé de telle sorte que la révolution se trouva effectivement refoulée et que le statu quo, mutuellement aménagé, devint le nouvel ordre mondial.

D'un côté, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie se retrouvèrent sous hégémonie soviétique et leur rupture avec le capitalisme se fit non pas comme conséquence d'une victoire révolutionnaire des masses, mais par assimilation structurelle à l'URSS et au moyen de mobilisations populaires bureaucratiquement contrôlées.

De l'autre côté, la révolution grecque fut noyée dans le sang, et la Grèce, au même titre que la France et l'Italie, demeurèrent dans le giron capitaliste et atlantiste. Staline ne levant pas le petit doigt pour venir en aide aux partisans grecs ordonnant même à Tito de fermer la frontière à laquelle ils s'adossaient, tandis qu'en France les ministres communistes participaient activement, dans le cadre du gouvernement d'union nationale de De Gaulle, à la reconstruction de l'Etat bourgeois et au relèvement de l'économie capitaliste.

Seule la Yougoslavie, puis la Chine firent échec à ce partage. Ce qui n'alla pas, comme on sait, sans contradictions ultérieures dans leurs rapports avec l'URSS.

Quant au partage de l'Allemagne, il scella cette coupure de l'Europe en deux, au nom d'une commune volonté des Occidentaux et du Kremlin d'étouffer les potentialités révolutionnaires du prolétariat allemand et de paralyser durablement la révolution socialiste européenne.

Cette alliance monstrueuse de Yalta, qui ne peut être que conflictuelle, perdue à travers les soubresauts et les disputes. Sa force de résistance est directement fonction de la volonté des deux partenaires principaux de ne pas se gêner mutuellement dans leur œuvre de maintien de l'ordre international, ordre bourgeois

### Les Yougoslaves occupent Trieste

« Truman réagit avec vivacité, massa des troupes, adressa à Belgrade une mise en demeure en bonne et due forme, tout en faisant savoir confidentiellement à Churchill qu'il ne prendrait en aucun cas l'initiative contre les Yougoslaves. Ceux-ci cédèrent, le 9 juin, sous la pression du Kremlin, et un accord fut signé instituant deux zones d'occupation, la ville de Trieste restant aux mains des Anglo-Saxons. Staline protesta contre le ton « dédaigneux, comminatoire, inadmissible » employé par Londres et Washington à l'égard de Belgrade. Churchill lui répondit en rappelant les termes de leur accord de Moscou sur la répartition des zones d'influence avec une telle brutalité que les Russes ont jugé bon de faire disparaître ce document de la correspondance secrète des Grands qu'ils ont éditée en 1959. »

André Fontaine  
(« Histoire de la guerre froide »)

### Sur la Grèce

« Staline, en tout cas — Churchill est le premier à le reconnaître —, a respecté, au moins pendant un certain temps, l'engagement pris en ce qui concerne la Grèce. C'est-à-dire qu'il laissa massacrer par les Anglais, sans lever le petit doigt, les maquisards de l'ELAS qui conduits par les communistes hellènes, s'étaient assurés après la retraite allemande le contrôle de la quasi-totalité du pays. »

André Fontaine  
(« Histoire de la guerre froide »)

à l'Ouest, ordre bureaucratique à l'Est, mais ordre contre-révolutionnaire dans l'un et l'autre cas.

Equilibre qui est sans cesse à redéfinir dans la mesure où chacun des deux complices est bien décidé, dans ce cadre même, à infliger à l'autre tous les points que les circonstances lui permettent de marquer. Dans la mesure où l'impérialisme ne peut accepter comme un fait intangible l'existence de l'URSS et du camp socialiste. Surarmement atomique, chantage aux fournitures de biens alimentaires et technologiques, occupations militaires de pays limitrophes font partie de la panoplie de ce jeu avec le destin de l'humanité et la liberté des peuples.

Un jeu que seule une révolution socialiste victorieuse pourrait venir véritablement bouleverser.

## L'enjeu de la révolution polonaise

Et tel est bien l'enjeu de la révolution polonaise. La marche à un socialisme authentique, fondé sur le pouvoir des conseils ouvriers, était celle que la classe ouvrière polonaise avait entamée. L'épanouissement de cette révolution signifiait l'ébranlement total du système bureaucratique dans l'ensemble des pays de l'Est et en URSS même. L'appel de Solidarnosc aux travailleurs des autres pays dits socialistes, les invitant à imiter leur exemple, a sans aucun doute plus pesé dans l'esprit des bureaucrates du Kremlin que les soucis de la paix mondiale : il signifiait une menace mortelle pour elle. Parce que, paradoxalement, c'était une parole neuve dans cette partie du monde : celle du socialisme et de l'internationalisme prolétarien.

La réponse est venue : celle des chars, de la terreur bureaucratique et de la contre-révolution. Avec, en écho, la lamentation des directions officielles du mouvement ouvrier européen : « C'est une affaire strictement polonaise »...

Quant à la bourgeoisie occidentale, qui clame son soutien indéfectible au peuple polonais, à présent qu'elle se croit assurée que la révolution polonaise est définitivement étranglée, ses larmes de crocodile puent la pourriture. Ce dont elle se félicite c'est de ne pas avoir à faire le sale travail de ses propres mains. A ses yeux, la normalisation en

Pologne, c'est l'ordre contre-révolutionnaire rétabli, c'est l'URSS un peu plus affaiblie, c'est le champ libre pour obtenir paiement des dettes, à commencer par les intérêts des 27 milliards de dollars prêtés à la bureaucratie et que les travailleurs polonais, remis au travail, vont devoir payer de leur sueur et de leur liberté.

Et on nous dit : « Bon gré, mal gré, préservons Yalta ! »

Sinistre plaisanterie ! Yalta ce n'est pas autre chose que cet accord fondamental entre l'impérialisme et la bureaucratie qui permet aux Jaruzelsky et Brejnev de faire en toute tranquillité leur sale besogne, tandis que Reagan et Duarte font le leur, de leur côté, non moins tranquillement, au Salvador.

Quant à la menace de guerre dont on nous rebat les oreilles, ce ne sont pas les normalisateurs de Varsovie et de Gdansk qui en éloignent le danger. Leurs agissements fournissent aujourd'hui son meilleur prétexte à l'impérialisme pour aggraver ses interventions en Amérique centrale, pour poursuivre et accroître sa politique de surarmement.

Et, face à cette menace toujours plus terrifiante, la bureaucratie stalinienne, pour défendre ses privilèges et son pouvoir, mine les bases mêmes des états ouvriers. En démembrant la planification socialiste, par les accords avec l'Ouest pour tenter de compenser la gabegie bureaucratique, par sa politique dite de « libéralisation économique ». Plus gravement encore : en affaiblissant dramatiquement ce qui constitue la seule force véritable qui peut défendre les acquis que représentent ces Etats : la classe ouvrière elle-même. En discréditant le socialisme aux yeux de l'humanité entière et, par là, en affaiblissant ce qui constitue le principal soutien que ces Etats pourront trouver en cas d'agression impérialiste : la solidarité militante des travailleurs du monde entier.

« Nous sommes toujours dans l'ère de Yalta. N'en sortons pas précipitamment sous peine de provoquer un cataclysme » nous disent les apôtres de l'ordre mondial conjointement défendu par l'impérialisme et la bureaucratie soviétique. Or, c'est cet ordre lui-même qui nous conduit inéluctablement au cataclysme.

C'est l'honneur de la classe ouvrière polonaise de témoigner, devant les travailleurs du monde entier, que seule la révolution socialiste peut éviter ce destin à l'humanité.

